



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Création de services communs et conventions de création de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, il convient de créer des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole, ainsi qu'à plusieurs missions. Dans leur très grande majorité, ces nouveaux services communs ne comprennent à ce stade que les postes de direction permettant ainsi aux pôles de fonctionner.

Au fur et à mesure de l'avancement de l'organisation des pôles et des missions, les services communs seront modifiés afin de répondre aux enjeux organisationnels.

Les services communs devant être créés sont les suivants :

1. Pôle Finances et contrôle de gestion : poste directeur uniquement ;
2. Pôle Numérique et Données : poste directeur uniquement ;
3. Pôle Ressources Humaines : poste directeur uniquement ;
4. Pôle Moyens généraux : poste directeur uniquement ;
5. Pôle Patrimoine Immobilier : poste directeur uniquement ;
6. Pôle Juridique, Achats, assemblées : poste directeur uniquement ;
7. Pôle Stratégie Foncière et Immobilière : poste directeur uniquement ;
8. Pôle Attractivité Economique et Emploi : poste directeur uniquement ;
9. Pôle Développement Urbain : poste directeur uniquement ;
10. Pôle Proximité Espaces Publics : poste directeur uniquement ;
11. Pôle Biodiversités, Paysages, Agroécologie et Alimentation : poste directeur uniquement ;
12. Pôle Relations aux Usagers aux Habitants et Engagement Citoyen : poste directeur uniquement ;
13. Pôle Sports : poste directeur et assistante de direction ;
14. Pôle Culture et Patrimoine : 2 postes de co-directrices ;
15. Mission Contractualisations et Partenariats : poste de directeur uniquement ;
16. Mission Marge de manœuvres : poste de directeur uniquement ;
17. Mission Prospectives, Transformation et Evaluation : poste de directeur uniquement ;
18. Mission Transition Energétique et Climatique : poste de directeur uniquement ;
19. Mission Mosson Cévennes : poste de directeur uniquement.

L'ensemble des services communs sont créés par conventions à compter du 1^{er} janvier 2022 sans limitation de durée. Les conventions de création des services communs pourront néanmoins être dénoncées par le Maire ou le Président à tout moment.

Le service commun du Pôle Relations aux Usagers aux Habitants et Engagement Citoyen sera géré par la Ville de Montpellier. L'ensemble des autres services communs créés par la présente seront gérés par la Métropole.

La création de ces services communs a fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 10 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la création des services communs tels que définis ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions de services communs à intervenir ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-176014-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DFCG
- PND
- PRH
- MG
- JAA
- SFI
- AEDE

- DU
- PEPS
- BPAA
- RUHEC
- SPORTS
- CP
- PI
- MARGES DE MANOEUVRES
- PROSPECTIVES
- TRANSITION ENERGETIQUE
- MOSSON CEVENNES
- CONTRACTUALISATION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.